



L'Initiative de la Grande muraille verte

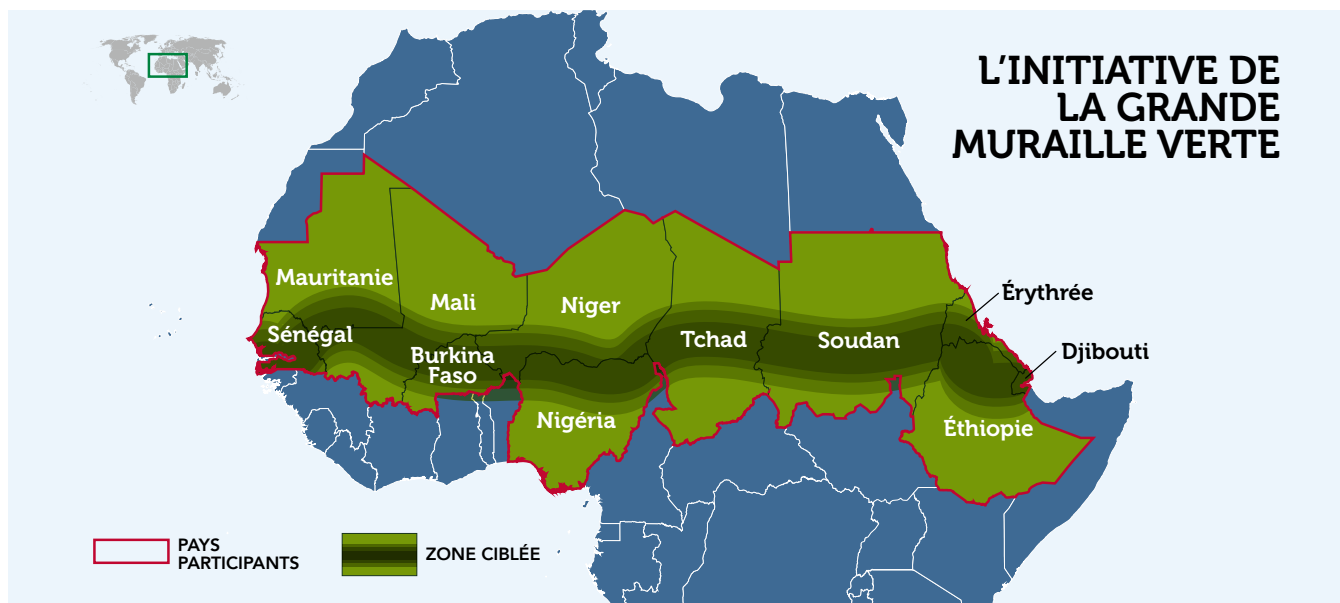
Promouvoir des paysages et des moyens de subsistance résilients au Sahel

Il y a plus de dix ans, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), en étroite collaboration avec la Banque mondiale, a investi dans ce qui est devenu un projet emblématique pour l'Afrique et le monde : l'Initiative « Grande muraille verte » (GGWI) au Sahel.

Aujourd'hui, avec la participation d'un nombre croissant de pays, d'organismes internationaux et de populations

locales dans l'ensemble du Sahel, la vie commence à reprendre sur les terres, ce qui a pour effet d'améliorer la sécurité alimentaire, de créer des emplois et de stabiliser l'existence des habitants.

Il existe une occasion unique de consolider cette réussite en accroissant les investissements à l'appui de l'Initiative GGW.



ÉVOLUTION D'UNE VISION

Dans les années 70, des leaders africains visionnaires ont commencé à rêver à une Grande muraille verte, lorsque de vastes superficies de terres fertiles du Sahel ont commencé à se dégrader gravement.

Le Sahel est peut-être la région de la planète la plus vulnérable au changement climatique. Selon les prévisions, l'augmentation de la température y sera 1,5 fois supérieure à la moyenne mondiale et affectera de façon disproportionnée des millions d'habitants de la région. Par ailleurs, le Sahel est une des régions du monde où l'environnement est le plus dégradé et souffre de vulnérabilité politique et sociale. La désertification et la dégradation des terres exacerbant les effets de la sécheresse, la menace d'une propagation du désert du Sahara vers le sud et dans le Sahel est considéré comme un défi majeur qu'aucun pays ne peut relever seul.

L'Initiative de la Grande muraille verte (GGWI) est une vision et réponse unifiée à ces défis. Les dirigeants de 11 pays du Sahel ont conçu cette vision en 2005 et la GGWI a été lancée officiellement en 2007 sous les auspices de l'Union africaine. Aujourd'hui, l'Initiative rassemble 21 pays du continent et la gestion durable de ressources naturelles précieuses et rares, telles que l'eau et les terres arables, est devenue essentielle à la préservation de la stabilité et de la résilience au Sahel.

Les pays de la GGWI ont accompli des progrès considérables pour mobiliser et encourager diverses communautés et divers partenaires à soutenir leur effort collectif dans le Sahel tel que le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le Groupe de la Banque mondiale, l'Union européenne et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Aujourd'hui, la vie commence à reprendre sur les terres du Sahel, ce qui a pour effet d'améliorer la sécurité alimentaire, de créer des emplois et de stabiliser l'existence des habitants.

Il existe une occasion unique de prolonger ce succès en amplifiant les investissements à l'appui de la GGWI. La mise à profit de cette

occasion nécessitera encore plus de collaboration et une coordination efficace des activités de tous les partenaires.

De la plantation d'arbres à la gestion durable des terres

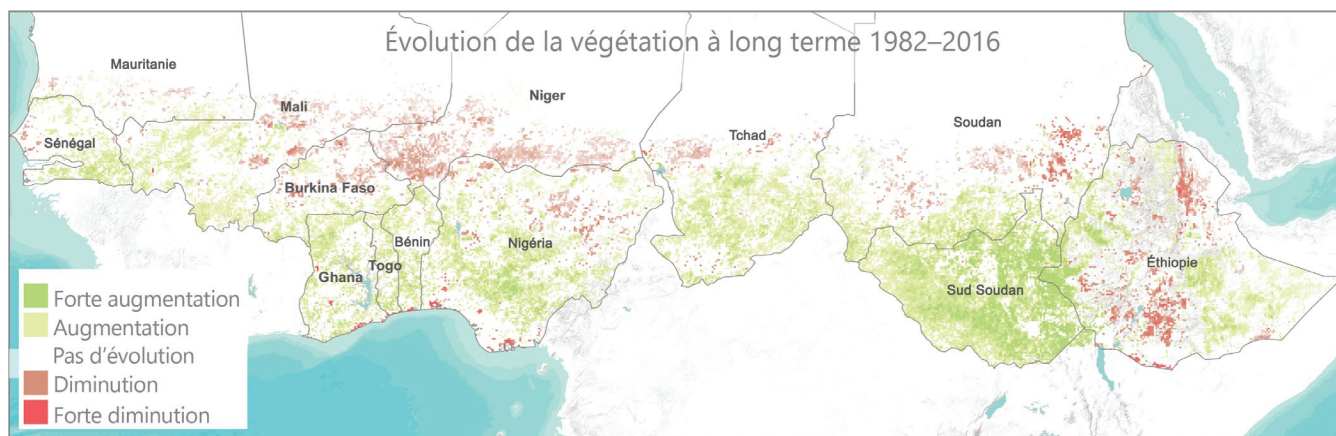
La GGWI a commencé comme une opération de plantation d'arbres. Toutefois, la vision collective d'un Sahel durable et résilient a toujours été bien au-delà d'une telle opération et, aujourd'hui, la GGWI est axée sur la gestion intégrée des ressources naturelles comme moyen de transformer les paysages et les moyens de subsistance en améliorant la productivité des cultures et de l'élevage, en restaurant les terres dégradées et en promouvant des paysages résilients en faveur de la sécurité alimentaire.

Au fil des années, plusieurs partenariats importants ont concrétisé le rêve de l'amélioration de la santé des terres au Sahel tout en améliorant la santé des populations locales qui en dépendent. Le pouvoir de la vision GGWI réside dans le fait que les désavantages locaux qu'elle produit engendre aussi des avantages à l'échelle mondiale du point de vue de l'eau, des terres et de la nature.

Le partenariat TerrAfrica pour une gestion durable des terres en Afrique subsaharienne

En 2005, en collaboration avec les pays africains et d'autres partenaires de développement, la Banque mondiale a lancé TerrAfrica (partenariat basé sur des coalitions) pour lutter contre la dégradation des sols en augmentant l'ampleur, l'efficacité et l'efficacité des investissements dans la gestion durable des terres (SLM).

Le **Programme d'investissement stratégique dans la gestion durable des terres en Afrique subsaharienne** fut la première activité globale de lutte contre la désertification et la dégradation des sols sur la plateforme TerrAfrica. Lancé en 2008, le programme a octroyé un milliard de dollars de financement du développement — dont 150 millions prélevés sur les ressources du FEM et 580 millions sur celles de l'Association internationale de développement — au profit de la réalisation d'investissements dans 36 projets situés dans 27



Nous remercions Jorge E. Pinzon et Compton J. Tucker d'avoir fourni les séries chronologiques AVHRR NDVI3g.

pays. Neuf pays¹ de la région du Sahel ont participé au programme, qui a fini par jouer un rôle de catalyseur pour la génération suivante d'investissements de gestion intégrée des paysages réalisés pour restaurer les services écosystémiques, améliorer la santé des sols et accroître la productivité des cultures. Le programme a touché environ 4,8 millions de bénéficiaires et a appliqué une gestion durable des terres sur plus de 2,7 millions d'hectares de terrain. Ces résultats ont contribué à établir les fondements du **Programme du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest à l'appui de l'Initiative de la Grande muraille verte (SAWAP)**, contribution financière majeure à la viabilité des paysages de la région, qui a commencé en 2011.

Le Programme du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest à l'appui de la GWI (SAWAP)

Le SAWAP est une approche programmatique reposant sur plusieurs fonds fiduciaires d'un montant de 1,1 milliard de dollars et visant à mettre en œuvre la gestion durable des terres dans les paysages ciblés et les zones vulnérables d'un point de vue climatique. Dans le cadre du programme, 12 pays² du Sahel et de la région de l'Afrique de l'Ouest ont recouru à des solutions pratiques pour réduire la pauvreté, assurer la sécurité, améliorer la résilience et promouvoir la sécurité et la viabilité environnementales.

Dans le cadre du SAWAP, un projet régional d'Augmentation de la résilience grâce à l'innovation, aux communications et aux services du savoir (BRICKS) a été créé pour inciter diverses parties prenantes à aider les pays participants à améliorer leurs connaissances et leur apprentissage de manière à pouvoir appliquer des innovations à plus grande échelle dans la région. Le projet BRICKS, mis en œuvre par trois centres régionaux d'excellence — le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS) et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) — a renforcé le SAWAP en tant que plateforme d'information facilitant la coopération Sud-Sud sur le partage du savoir, les activités de suivi et d'autres services opérationnels parmi les pays du Sahel et, plus largement, au sein du partenariat GWI.

Le SAWAP a donné plusieurs résultats : application de la gestion durable des sols sur plus de 1,6 million d'hectares de terres, réduction des pressions anthropiques sur les forêts, adoption accrue de démarches participatives en matière de gestion des ressources naturelles, augmentation des investissements dans la SLM et activités rémunératrices pour les ménages vulnérables. Le projet a profité à plus de 22 millions de bénéficiaires directs dans l'ensemble des 12 pays.

Prolonger les résultats de la gestion durable des terres pour promouvoir des paysages et des systèmes alimentaires résilients

Le FEM a lancé un programme d'approche intégrée sur la **Promotion de la viabilité et de la résilience en faveur de la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne (FS-IAP)**. Le FS-IAP est un programme animé par plusieurs organismes qui promeut la viabilité et la résilience grâce à la gestion des ressources naturelles — terres, eau, sols, arbres et ressources génétiques — dont dépend la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région. Le programme couvre, à travers les zones arides d'Afrique subsaharienne, 12 pays dont six (Burkina Faso, Ghana, Niger, Nigéria, Sénégal et Éthiopie) se situent dans le Sahel et la Région d'Afrique de l'Ouest.

Le programme FS-IAP suit une démarche intégrée et globale axée sur trois grandes priorités : inciter les parties prenantes à promouvoir une action collective et des politiques cohérentes ; intensifier, diversifier et adapter les pratiques en faveur d'une transformation à grande échelle des écosystèmes agricoles ; évaluer l'impact en matière de viabilité et de

1 Sénégal, Gambie, Mauritanie, Mali, Nigéria, Niger, Éthiopie, Érythrée et Djibouti.

2 Bénin, Burkina Faso, Tchad, Éthiopie, Ghana, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Soudan et Togo.



Photo de Claudiovidri / Shutterstock

résilience pour améliorer les prises de décisions dans le secteur agricole et leurs conséquences sur la sécurité alimentaire. Le FS-IAP aide donc les petits exploitants agricoles à améliorer la santé des terres, à se procurer plus facilement des semences adaptées à la sécheresse, à ajuster les périodes de semis et les portefeuilles de cultures et à renforcer la biodiversité agricole dans les fermes.

Les Programmes à impact du cycle de reconstitution des ressources en cours (FEM-7) — notamment le **Programme à impact sur les systèmes alimentaires, l'utilisation des terres et leur restauration (FOLUR)** piloté par la Banque mondiale et le **Programme à impact relatif à la viabilité des paysages en zones arides** (dirigé par la FAO) — offrent aussi aux pays du Sahel la possibilité de programmer des ressources à l'appui des objectifs de l'Initiative de la Grande muraille verte (GGWI). Les deux programmes à impact utilisent une démarche intégrée pour mettre en œuvre la gestion durable des terres (SLM) et atteindre les objectifs volontaires de Neutralité en matière de dégradation des terres (NDT) que les pays se sont fixés. La restauration des paysages productifs constitue un important élément, en particulier dans les systèmes agroforestiers dégradés. Par ailleurs, un grand nombre de pays SAWAP — tels que l'Éthiopie (600 millions de dollars) et le Nigéria (250 millions de dollars) — ont déjà entamé des activités de suivi des opérations de type SLM à grande échelle à l'aide des financements de l'IDA de la Banque mondiale : c'est une illustration de l'effet de levier du SAWAP au fil du temps.

Prochain chapitre de la GGWI ; promotion de la collaboration et des financements novateurs

Au cours des dix dernières années, le partenariat du FEM avec la Banque mondiale a contribué à modifier l'orientation de la GGWI pour transformer une opération de plantation d'arbres en démarche de gestion durable des sols. En conséquence, les pays relèvent maintenant des défis systémiques d'une manière intégrée et globale en faveur de la viabilité à long terme dans l'ensemble de la région du Sahel. Cette démarche leur a permis non seulement de produire des avantages environnementaux à l'échelle mondiale, mais aussi d'accroître les possibilités de transformation des systèmes de production dont dépendent les moyens de subsistance des petits agriculteurs et des populations pastorales.

Tandis que les pays du Sahel continuent de promouvoir leur vision collective dans le cadre de la GGWI, il apparaît nécessaire que les partenaires de développement, les institutions financières internationales et le secteur privé accroissent leur aide et leur participation. Ce soutien est nécessaire à la mobilisation de nouvelles technologies et innovations, mais aussi à la promotion de politiques publiques à même de débloquent des capitaux et des possibilités commerciales permettant d'appliquer la SLM à plus grande échelle. Selon les estimations, les ressources financières nécessaires à un impact à grande échelle se situent en moyenne dans une fourchette

de 40 à 130 millions de dollars par pays et par an³. De tels besoins nécessiteront la mobilisation d'un surcroît de ressources auprès de diverses sources nationales et internationales, notamment les banques multilatérales de développement, les mécanismes de financement spéciaux tels que le FEM, Le Fonds pour les pays les moins avancés (LDCF) et le Fonds vert pour le climat (GCF) ainsi que les partenaires bilatéraux, les organisations de la société civile et le secteur privé. Le GCF pourrait être un mécanisme majeur d'amplification des résultats accomplis durablement dans l'ensemble du Sahel.

Parmi les instruments de financement, le nouveau fonds fiduciaire PROGREEN⁴ de la Banque mondiale, alimenté par plusieurs bailleurs de fonds, est particulièrement adapté aux pays de la région de l'Initiative GGW, car il vise à aider les pays à atteindre leurs objectifs nationaux et les cibles et engagements mondiaux connexes (par exemple, les Contributions déterminées au niveau national, la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (UNCDD), les Objectifs de développement durable (ODD), le Défi de Bonn, AFR100 ou la GGW) concernant les écosystèmes terrestres, la biodiversité, la restauration des terres, la désertification et le changement climatique d'une manière intégrée et présentant un bon rapport coût-efficacité.

Au Sahel, les défis demeurent redoutables. Pourtant à l'aide de nouveaux investissements, d'activités de collaboration et d'un soutien pour la prochaine phase de cette initiative unique pilotée par l'Afrique, la Grande muraille verte peut transformer le rêve de ses fondateurs en réalité.

3 Cervigni, R., et Michael, M., éditeurs. 2016. *Confronting Drought in Africa's Drylands: Opportunities for Enhancing Resilience*. Africa Development Forum Series, Washington, DC: World Bank.

4 Le fonds devrait être lancé aux alentours de la tenue du sommet de l'ONU sur le climat à New York.

Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) a été créé à la veille du Sommet de la Terre 1992 de Rio pour faciliter la résolution des problèmes environnementaux les plus urgents de notre planète. Depuis, le FEM a octroyé **plus de 18,1 milliards de dollars de dons et mobilisé 94,2 milliards de dollars supplémentaires sous forme de cofinancements** à l'appui de quelque **4 500 projets dans 170 pays**. Aujourd'hui, le FEM est un partenariat international composé de 183 pays, d'institutions internationales, d'organisations de la société civile et de membres du secteur privé dont l'objectif est d'apporter des solutions aux questions environnementales à l'échelle mondiale.

